



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

EPUR CENTRE EST SAS
135 rue Lavoisier
à Mâcon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11-02854

VU le code de l'environnement, notamment son livre V et les articles L.511-1, L.514-1 et R.541-43 ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du code de l'environnement relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005 autorisant la société EPUR CENTRE EST à exploiter sur la commune de Mâcon un centre de transit, tri et regroupement de déchets ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 2006 agréant la société EPUR CENTRE EST pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage ;

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 31 mai 2011 ;

CONSIDERANT que les visites d'inspection des 07 avril 2011 et 18 mai 2011 ont mis en évidence que la société EPUR CENTRE EST ne respecte pas l'ensemble des dispositions prévues par les arrêtés préfectoraux du 8 décembre 2005 et 22 juin 2006 ;

CONSIDERANT qu'il importe de veiller à ce que l'élimination et la valorisation des déchets dangereux fassent l'objet d'une surveillance aussi complète que possible en ayant comme objectif essentiel la protection de la santé de l'homme et de l'environnement ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er :

La société EPUR CENTRE EST, dont le siège social est situé 135 rue Lavoisier - 71000 MACON est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Mâcon à la même adresse, de respecter dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 11.4, 35, 40.8 et 40.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2005 et des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté d'agrément du 22 juin 2006.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de DIJON.

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. Le Maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le 14 JUIN 2011

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES